



Quel avenir pour le pastoralisme en Europe ?

La cohabitation avec les grands carnivores et l'attractivité des métiers pastoraux en question

Le pastoralisme est une activité traditionnelle d'élevage extensive, pratiquée en particulier dans les zones de montagne européennes. Cette forme d'élevage permet la mise en valeur de territoires à faible valeur agronomique, difficiles d'accès ou non-mécanisables, et ainsi de maintenir une activité économique dans ces zones. Le pastoralisme joue également un rôle important pour maintenir des paysages ouverts, pour le développement du tourisme, pour favoriser la biodiversité, mais aussi pour prévenir les catastrophes naturelles.

Cependant, la poursuite de l'activité pastorale est menacée par des difficultés de plusieurs ordres: difficultés liées au contexte économique, difficultés pour trouver des terrains suffisants pour maintenir les troupeaux ou pour l'accès au foncier dans certaines régions, difficultés à organiser efficacement et durablement le pâturage des troupeaux dans le contexte d'un usage saisonnier du territoire avec des enjeux environnementaux forts et une pression exercée par les autres utilisateurs des pâturages ; difficultés aussi liées au changement climatique.

Lors de l'atelier de discussion du 7 mars 2018 à Moûtiers en France, deux défis du pastoralisme ont été abordés à savoir, les grands carnivores et le maintien de l'attractivité des métiers pastoraux. Cet atelier de discussion uniquement réservé aux membres d'Euromontana, avait pour but de mieux comprendre la situation rencontrée par les différents membres, les enjeux dans les différents territoires et d'avoir des pistes de réflexion pour l'avenir.

Bien que les positions individuelles ne soient pas toujours convergentes, cet atelier a permis des échanges, une écoute et un dialogue sereins parmi des membres venant de 11 pays et représentant différents types d'organisations (chercheurs, agriculteurs, agences environnementales et de développement régional, régions).

Ce rapport a pour but de résumer les interventions et les échanges qui ont eu lieu lors de cet atelier de discussion.



Sommaire

I. Comment améliorer le soutien de l'économie agropastorale dans les zones de montagne ? Le cas français.....	2
II. Pastoralisme et grands carnivores : quelle cohabitation ?.....	4
Pastoralisme et grands carnivores : quelle cohabitation ? Premiers retours sur l'enquête d'Euromontana.....	4
Impact des loups sur l'élevage : un bilan en France.....	5
III. Renouvellement des générations : comment rendre les métiers pastoraux plus attrayants ?.....	9
Mieux former les bergers.....	9
IV. Messages et pistes d'action d'Euromontana.....	11

I. Comment améliorer le soutien de l'économie agropastorale dans les zones de montagne ? Le cas français

Avec les autres massifs français, le SUACI Montagn'Alpes a travaillé sur un projet de mobilisation collective (avec les chambres d'agriculture, des structures agricoles, des services pastoraux et des comités de massifs) pour le développement rural intitulé "AgroPastoM" pour améliorer les soutiens à l'agropastoralisme. Anne Castex, directrice du SUACI Montagn'Alpes a expliqué comment l'innovation collective est possible dans les territoires de montagne pour soutenir l'économie agro-pastorale et comment cette innovation s'organise en France à travers plusieurs groupes de travail. (Présentation disponible [ici](#))

Ces groupes ont permis de formuler des propositions partagées par les différents acteurs pour les thématiques suivantes :

Gouvernance. L'agropastoralisme a été redéfini comme le secteur de la production agricole dans lequel les exploitations à activité d'élevage combinent en proportions variables deux types de ressources : végétations spontanées herbacées et prairies cultivées. En zone de montagne, la majorité des activités rentrent dans le concept de **l'agropastoralisme, sauf en hiver où les bêtes sont à l'intérieur. Sont à différencier les surfaces cultivées (dans un statut de fermage) des surfaces pastorales (propriétés publiques et privées).**

Espaces pastoraux. Si la France compte 6 millions d'hectares de prairie de surface permanente et que 1,8 millions d'hectares de surfaces pastorales ont été identifiées grâce au Registre Parcellaire Graphique en 2015, le bilan des enquêtes pastorales montre qu'il est temps d'améliorer la prise en compte du pastoralisme dans le recensement agricole afin de mieux recenser toutes les surfaces pastorales.

Moyens de production. Les éleveurs pratiquant le pastoralisme en France sont bien souvent regroupés en organisations collectives ou groupement pastoraux permettant une gestion collective à la fois du territoire et au niveau administratif. Ce groupe a analysé la part admissible de l'ensemble des surfaces



pastorales afin de veiller à la poursuite de leur reconnaissance, notamment en reconnaissant la valeur alimentaire des espaces et leur éligibilité dans la Politique Agricole Commune (PAC). Il s'agit aussi de sécuriser et pérenniser les missions des services pastoraux, notamment l'animation pastorale.

Politiques publiques. La gestion des aides du 1^{er} pilier de la PAC sur les estives collectives peut s'avérer parfois compliquée et ce groupe de travail essaye de mettre en place des démarches et des outils pour pallier ces problèmes.

Produits de montagne. La valorisation des produits passe notamment par les AOP (Appellation d'Origine Protégée), IGP (indication Géographique Protégée) et AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) en zone de montagne. Leurs cahiers des charges réglementent relativement peu les pratiques pastorales. Des marques spécifiques aux estives tentent de différencier ces produits.

Tourisme. Ce groupe de travail cherche des initiatives innovantes et développe les offres touristiques *en* estive liées aux activités pastorales.

Le travail mené sur ces différents thèmes a abouti à la création d'un document de propositions partagées pour améliorer les soutiens à l'agropastoralisme et des propositions pour chaque thématique du projet qui présente les constats, les enjeux et des propositions avec deux niveaux de détail : **l'idée générale et des outils possibles.**

POINTS CLÉS

- ▶ Le rôle du pastoralisme s'est repositionné économiquement pour conforter les exploitations en valorisant mieux les ressources naturelles ; s'est renforcé par des synergies avec l'agriculture de montagne ; et a su se renouveler grâce à l'activité agro-pastorale, porteuse de nouveaux enjeux et leviers d'actions.
- ▶ Les politiques publiques sont un soutien fondamental au pastoralisme par les aides de la PAC d'une part mais également l'incitation à la valorisation de ce mode de production traditionnel.
- ▶ Le futur du pastoralisme est menacé par l'abandon de l'activité et les grands carnivores



Anne Castex, directrice du SUACI Montagn'Alpes



II. Pastoralisme et grands carnivores : quelle cohabitation ?

Pastoralisme et grands carnivores : quelle cohabitation ? Premiers retours sur l'enquête d'Euromontana

Lauren Mosdale, Chargée de projets à Euromontana a expliqué l'enquête sur le pastoralisme en Europe réalisée dans le cadre du projet LIFE [Oreka Mending](#). (Présentation disponible [ici](#))

Pour ce faire, une enquête en ligne a été lancée afin de faire un état des lieux des situations existant en Europe et de cartographier les soutiens publics au pastoralisme. Un volet spécifique de l'enquête portait également des grands prédateurs et la présentation traitait des résultats préliminaires des réponses des membres d'Euromontana sur ce thème.

Lauren Mosdale a rappelé le nombre de prédateurs en Europe, sur la base des dernières données officielles publiées par la Commission européenne en 2012 afin d'avoir une vision paneuropéenne. Ainsi la Commission européenne fait état en 2012 de 17 000 ours en Europe, 12 000 loups, 9 000 lynx et 1 300 carcajous. Toutes les populations sont en croissance sauf le lynx par endroits. La Roumanie concentre le plus grand nombre de grands carnivores sur son territoire.

En ce qui concerne les données de l'enquête, l'enquête a reçu 63 réponses au total à la date du 5 février. 12 membres d'Euromontana avaient répondu à ce moment-là (18%), majoritairement français, et pour l'instant cette enquête a une meilleure représentativité de la situation dans les Alpes et les Pyrénées.

85% des membres d'Euromontana ayant répondu estiment que la coexistence humains- grands carnivores est conflictuelle et 54% que la situation s'est dégradée au cours des 5 années. Plus largement, il y a une vraie tendance au sein de l'ensemble des réponses pour dire que la situation s'est dégradée.

Les trois mesures de protection les plus connues de l'ensemble des répondants sont les chiens de protection, la présence humaine permanente auprès du troupeau et les clôtures électriques. 22/63 réponses considèrent que 4 mesures ou plus sont utilisées simultanément dans leur région.

Après des premiers constats chiffrés sur l'état actuel des populations de grands carnivores et les mesures de protection mises en place, l'enquête a cherché à identifier les différentes opinions au sein du réseau. Sur le sujet des grands carnivores, les membres d'Euromontana sont d'accord pour dire qu'il y a un manque de communication actuellement entre les agriculteurs, les décideurs politiques et les environnementalistes ; que les chiens de protection représentent une menace pour l'usage multifonctionnel de la montagne, et finalement que les éleveurs doivent être indemnisés pour les pertes causées par les attaques des grands carnivores.

Certaines autres questions de l'enquête ont mis en lumière des divergences d'opinion parfois dues à un manque de visibilité des études sur le sujet ou à des visions politiques différentes tel que pour la conditionnalité des aides aux éleveurs avec des troupeaux prédatés. Il est cependant intéressant de constater que les divergences d'opinion ne sont pas forcément sectorielles, par exemple les réponses des organisations environnementales et du secteur agricole n'étant pas forcément uniformes notamment sur la question de l'obligation de la conditionnalité des aides.

Les Etats membres mettent en place différents systèmes de compensations pour les pertes des agriculteurs. Les éleveurs français bénéficient d'une indemnisation pour leurs pertes directes s'ils mettent en place au minimum deux mesures de protection. Les éleveurs bulgares et slovènes reçoivent un paiement à l'hectare en dédommagement du travail supplémentaire fourni pour protéger leurs troupeaux, conditionné à la mise en place d'une mesure (bien souvent le chien de protection). La Suède a remplacé son ancien système de compensation et a mis en place un système récompensant la

performance à la conservation, où la somme allouée à l'éleveur est proportionnelle au taux de reproduction des carcajous.

Enfin, le questionnaire montre que les pistes d'action futures d'Euromontana sont d'abord dans le partage des bonnes pratiques, puis le soutien/la participation/l'organisation d'ateliers au niveau régional (plutôt qu'europeen), ainsi que d'avantage de communication et d'information

POINTS CLÉS

- ▶ Les conflits liés à la présence des grands carnivores varient beaucoup d'un pays européen à un autre selon la population de grands carnivores, le type de pastoralisme exercé et le cadre réglementaire en vigueur.
- ▶ Sur le sujet des grands carnivores, il y a des opinions convergentes au sein d'Euromontana en ce qui concerne le manque de communication actuel entre les agriculteurs, les décideurs politiques et les environnementalistes, également en ce qui concerne la menace que représente les chiens de protection pour l'usage multifonctionnel de la montagne, et finalement sur le fait que les éleveurs doivent être indemnisés pour les pertes causées par les attaques.
- ▶ Les pistes d'action pour Euromontana suggérées par l'enquête sont de l'ordre de la collecte de bonnes pratiques et de la diffusion de l'information.

Impact des loups sur l'élevage : un bilan en France

Laurent Garde directeur adjoint du CERPAM (Centre d'Etudes et de Réalisations Pastorales Alpes-Méditerranée) a présenté la situation du loup en France et a tiré le bilan des mesures de protection actuellement mis en place, sans succès, sur le territoire. (Présentation disponible [ici](#))

D'après les estimations officielles les plus récentes, il y a 400 à 500 loups en France en 2018. En 2017, ont été recensées 82 zones de présence permanente et 55 meutes dans les Alpes françaises (soit l'intégralité des meutes identifiées en France). Ces chiffres résultent de la dynamique d'une espèce qui n'est nullement menacée.

Quelle protection des troupeaux adopter face aux loups ?

Trois types de protection des troupeaux peuvent être envisagés : la **protection passive** ; la protection **semi active** et la **protection active**.

La protection passive consiste à **ne pas laisser les loups rentrer attaquer les troupeaux**, grâce aux barrières étanches telles que les bâtiments. Cependant, cette protection n'est pas réaliste car cela condamne l'élevage de plein ce qui est totalement l'inverse du pastoralisme. A noter cependant que la protection passive est officiellement recommandée par les instances européennes en charge de la protection des grands prédateurs.

Dans la **protection semi active**, il s'agit d'émettre **des stimuli modifiant le comportement du loup** grâce aux chiens de protection, aux clôtures électrifiées et à la présence de l'Homme non armé. La mesure la plus importante est la mise en place des chiens, car c'est le seul instrument réellement dissuasif. La protection semi-active associe toujours un autre moyen de protection pour renforcer le travail des chiens, que ce soit la présence de l'Homme ou l'utilisation des clôtures électrifiées, selon le moment de la journée et la visibilité du lieu. Ce dernier régime de protection est mis en œuvre à grande échelle en France.

Le loup est arrivé en 1992 dans les Alpes françaises et depuis cette date, le nombre de mesures de protection mises en place augmente sans cesse. Actuellement, dans les Alpes françaises, il y a au total 3

600 exploitations ovines, avec 750 000 ovins au pâturage. 1 943 de ces exploitations sont protégées, utilisant 3000 chiens de protection, avec un coût financier total de 24,5 Millions € /an, répartis entre 20,5 Millions € payés par l'Etat (via la PAC notamment) et 4 Millions € par les éleveurs.

Quel est le bilan actuel ?

Dans les Alpes françaises, 2% de l'effectif ovin est directement victime des attaques de loups, représentant 16 000 bêtes perdues en 2017 (sans compter les animaux disparus), 10 548 animaux ont été indemnisés pour un montant de 3 Millions €.

En 2005, il y avait eu une mobilisation massive pour mettre en place des moyens de protection qui ont fonctionné quelques années en réduisant les pertes animales et le nombre d'animaux indemnisés entre les années 2005 et 2009. Cependant, la situation en France se dégrade de nouveau malgré une protection croissante des troupeaux. Le ratio du nombre de brebis tués par chaque loup est très haut, **chaque loup tue chaque année 33 brebis**, et ces chiffres sont en augmentation. **Ces chiffres indiquent une baisse d'efficacité de la protection des troupeaux.**

Par ailleurs, les attaques touchent à **95% les troupeaux protégés** (chiens, filets, gardiennage renforcé). Les attaques se multiplient également en journée. En comparaison avec 2010, les chiffres de 2015 montrent que les **attaques sont désormais aussi nombreuses de jour que de nuit.**

Pourquoi les efforts de protection demeurent-ils impuissants en France ?

Deux courants de pensée s'opposent quant à la raison de l'impuissance à généraliser une protection des troupeaux efficaces dans un grand bassin d'élevage : soit les éleveurs ne font pas assez d'efforts pour protéger les troupeaux, soit la capacité d'adaptation des loups aux dispositifs de protection des troupeaux est trop rapide.

Quatre différentes raisons pour l'échec de protection des troupeaux ont été expliquées par Laurent Garde :

1. La **méthode de travail au pâturage actuelle** consistant à diviser les troupeaux en lots. Les éleveurs font plusieurs lots d'animaux, multipliant les besoins de protection par la dispersion du troupeau.
2. La **vulnérabilité des systèmes d'élevage et des territoires** à cause du relief, du mauvais temps, des buissons et des arbres. Le manque de visibilité disperse les brebis, handicape les chiens et facilite l'approche des loups.
3. Les **limites propres des moyens de protection**, qui ne sont pas stabilisés techniquement ni adaptés à l'élevage contemporain. La réinsertion après un siècle d'abandon de moyens de protection « archaïques » dans des paysages d'élevage complètement transformés baisse l'efficacité des mesures et du patou.
4. Le **changement de comportement des loups**. Ils se font de plus en plus insistants, ils attaquent de plus en plus fréquemment, pendant le jour, près des maisons et en présence de chiens et d'humains.

Ce changement de comportement des loups est encouragé par le changement de comportement des ongulés sauvages, à cause des diminutions des effectifs d'ongulés sauvages et parce qu'ils ont « appris » à se méfier du loup et adoptent un comportement plus méfiant, furtifs, plus difficiles à chasser. Alors les loups reportent la prédation sur le bétail domestique qui, lui, ne peut pas changer de comportement, y compris sur les bovins.

Quel bilan pour le pastoralisme en France ?

La prédation devient un facteur majeur pour les éleveurs (et d'abord pour les petits éleveurs). De plus, les chiens de protection deviennent un facteur de tension croissant pour le tourisme ce qui force certaines communes à choisir entre tourisme et élevage. Les éleveurs sont pris entre deux feux et toute l'économie de la montagne est affectée.

Pour sortir de la faillite, il faut se concentrer sur deux points : soit on accroît la pression sur les éleveurs pour mettre plus de moyens de protection ou de conditionnalité ; soit sur les loups par une protection active, ce qui suppose de s'affranchir du cadre dérogatoire pour entrer dans une logique de défense des troupeaux... dans l'objectif de réapprendre la peur de l'Homme au loup. Une protection active associe la protection des troupeaux (chiens, hommes et clôtures électriques) et le tir de défense inconditionnel.

Pour ouvrir le débat, Laurent Garde a remis en question le terme de *cohabitation* et à sa place à utiliser le mot *protection*. Le mot *cohabitation* peut être un appel à l'acceptation et véhicule une vision statique où on rajouterait une couche de loups, d'ours et de lynx dans les montagnes et tout continuerait comme avant.

Les grands prédateurs sont en train de changer radicalement le visage de la montagne. Face aux loups, les éleveurs sont en train de se décourager, de retirer leurs animaux des parcours. Dans le Var (département français), 40 % des surfaces de pâturage ont été perdues en dix ans là où vivent des meutes de loups. Dans la montagne à prédateurs, l'élevage des petits ruminants sera beaucoup moins présent. C'est déjà le cas dans ces deux grandes zones emblématiques des loups et des ours, les Abruzzes et les Picos de Europa en Espagne.

Ce qui est en jeu, c'est la fermeture des milieux, la perte d'attractivité économique des paysages de montagne, la régression de la biodiversité liée aux milieux ouverts, l'accroissement des risques d'avalanche et d'incendie. Ce qui est en jeu aussi, c'est la survie de races domestiques à faible effectif, le maintien d'une offre de produits paysans de haute qualité demandés par le consommateur, le devenir d'une société montagnarde dont les éleveurs feront de moins en moins partie.

Pour défendre leurs troupeaux, les éleveurs introduisent des chiens de protection de plus en plus nombreux. Les conflits vont croissant avec les randonneurs et les promeneurs. Espace libre de jeu auparavant, la montagne devient un espace de tension et d'inquiétude. Les éleveurs sont mis en cause par un public ignorant des choses de la montagne. Voilà un nouveau facteur de découragement.

La montagne à loups sera une montagne autre : moins rurale et plus ensauvagée, d'une part. Moins paisible et plus conflictuelle, d'autre part.

POINTS CLÉS

- ▶ La situation en France se dégrade malgré une protection croissante des troupeaux. Deux courants de pensée émergent pour expliquer ce phénomène : le manque de pression sur les éleveurs et la capacité d'adaptation des loups aux dispositifs de protection existants des troupeaux.
- ▶ Les pertes causées par les grands prédateurs sont très significatives en France, l'indicateur du nombre de bêtes tuées par loup est l'un des plus élevés en Europe (33 bêtes par loup et par année au minimum actuellement) malgré l'augmentation significative du nombre d'exploitations protégées par au moins deux mesures.
- ▶ La nécessité de mettre en place de nombreuses mesures de protection pour protéger les troupeaux contribue à rendre les exploitations agricoles économiquement non viables.
- ▶ Pour résoudre le problème, soit on accroît la pression sur les éleveurs en mettant plus de moyens de protection ou de conditionnalité, soit sur les loups par une protection active, ce qui inclut les tirs de défense inconditionnels.

POINTS CLÉS DE LA DISCUSSION AVEC L'AUDIENCE

- ▶ En France, la **population de chiens de protection** est composée d'environ 60-70% de chiens patous, 20% de bergers des Abruzzes, 10% de bergers d'Anatolie. **La question de l'efficacité des chiens et de leur agressivité est partiellement liée à la race, mais est surtout lié à l'apprentissage et au savoir-faire des éleveurs** pour rebâtir la richesse génétique et exploiter les capacités des chiens au mieux.
- ▶ En France, **les comptages sont faits grâce à la méthode de capture/marquage, et d'un suivi génétique**. Chaque chiffre est un indicateur imparfait de la réalité. Ce qui est utile c'est l'évolution de ces chiffres. L'essentiel est d'avoir des indicateurs fiables, robustes et stables dans la durée.
- ▶ **L'impact de la prédation sur le moral des éleveurs dans les Alpes** et sur leurs conditions de vie est immense. Les attaques se produisent désormais à proximité des habitations et il n'y a pas d'autre endroit où mettre les animaux. La Directive Habitats et la Convention de Berne doivent être revues en conséquence pour s'adapter à l'évolution de la situation.
- ▶ Il existe déjà une **plate-forme de coexistence avec les grands carnivores au niveau européen** gérée par un réseau de 8 organisations qui pourrait permettre de travailler sur le sujet au niveau européen.
- ▶ La **situation est inquiétante pour le pastoralisme dans plusieurs autres massifs européens** : les ours dans les Pyrénées ; les carcajous, les loups et les lynx en Norvège ; le Nord de l'Italie ; les Abruzzes italiennes ; les loups en Suisse voient une augmentation du nombre de bêtes attaquées.
- ▶ Cette inquiétude se traduit par des **actions au niveau du parlement européen** : Le député européen Michel Dantin a expliqué qu'il organisait une conférence interparlementaire à Bruxelles le 15 mai (avec des députés nationaux et des députés européens) et la visite d'une délégation de parlementaires européens de la commission ENVI (donc en charge des questions environnementales) dans les Alpes françaises en juillet pour constater la situation et mieux comprendre les inquiétudes.
- ▶ **Une protection active inclut la défense du troupeau grâce à des tirs**. Soit on peut envisager un quota de tirs attribué à un chasseur individuel, très encadré par l'Etat, soit comme en France, une brigade de tirs constituée de professionnels qui acquièrent une expérience des loups et qui viennent en appui aux éleveurs pour prélever les individus prédatant leurs bêtes. Cela permettrait de réintroduire une peur des humains chez les loups et constitue une alternative au braconnage, qui est beaucoup pratiqué en Italie par exemple.

III. Renouveau des générations : comment rendre les métiers pastoraux plus attrayants ?

Mieux former les bergers

Daniel Mettler de l'AGRIDEA (association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural) a expliqué comment mieux former les bergers afin de rendre le métier plus attractif. (Présentation disponible [ici](#))

Une formation en Suisse pour les bergers de moutons

AGRIDEA, en collaboration avec les écoles d'agriculture, offre une formation de bergers de moutons sur les alpages. Cette formation a déjà reçu 200 participants dont 50 ont déjà été diplômés. Cette formation a 5 modules différentes : 3 modules théoriques, 1 stage divisé entre l'alpage et la période pendant l'agnelage et 1 formation « chien de conduite ». La formation est financée grâce à l'école d'agriculture qui organise les inscriptions et qui paye les intervenants (quand ils ne sont pas payés par leurs organisations). Les participants payent leur logement et des frais de formation à hauteur de 60-80 CHF par jour.

Cette formation a un enjeu dans le contexte suisse, où la moitié des 400 000 moutons est estivée (nécessitant environ 200 à 250 bergers). Entre 2003 et 2016, le nombre de moutons gardés par un berger permanent a augmenté de 55 000 têtes à 130 000 têtes.

Quel est le contexte agricole et pastoral en Suisse ?

La culture pastorale s'était presque perdue en Suisse, suite à l'extermination passée des grands prédateurs, de l'intensification agricole et aussi de la transformation structurelle des zones rurales. Cependant, cette culture connaît un regain d'activité ces dernières années grâce à plusieurs facteurs dont le retour des grands prédateurs, la tendance écologique croissante de la population et les soutiens publics à l'estivage.

Il y a peu d'études sociologiques sur les bergers et sur ce qui **motive le travail** du berger. D'après l'enquête d'AGRIDEA, il y a quatre types de bergers :

1. Les bergers professionnels, attachés aux traditions, souvent issus du monde agricole, qui ont une réelle vocation à travailler avec les moutons ;
2. Les amoureux de la nature
3. Les amis des animaux : les bergers sont principalement motivés par le travail avec les animaux, ont une relation émotionnelle avec les animaux
4. Ceux qui recherchent un épanouissement personnel : recherchent un sentiment de paix intérieur ou d'équilibre.

Les résultats de l'étude d'Agridea sur la culture pastorale en Suisse

Cette étude menée par Agridea a permis de mettre en avant le caractère problématique du travail saisonnier, les barrières que peuvent représenter les situations professionnelle et familiale, mais aussi que la culture pastorale est dynamique et vivante, et que l'encadrement politique devrait stabiliser la situation pastorale et rassurer les salariés de ce secteur.

Daniel Mettler a détaillé quelques points importants à considérer dans le contexte de la métamorphose du pastoralisme afin de gérer le changement structurel du métier de berger. Parmi les points détaillés, le changement de génération a une place préminente, suivi du recrutement des bergers, et de leur formation. Les systèmes familiaux gagneraient à être flexibilisés afin d'ouvrir d'avantage les exploitations et permettre leur transmission plus sereinement.

L'attractivité du métier de berger est au cœur de ces problématiques. Il s'agit à la fois de revaloriser le travail effectué par le berger, mais aussi d'améliorer la visibilité de ce métier pour parvenir à dynamiser les recrutements. La digitalisation et la technologie offrent des opportunités importantes de ce point de vue là pour renforcer les réseaux « berger », améliorer la communication (newsletter, application web) et transformer le mode de recrutement des bergers avec une plateforme emplois (offre et demande par le web). Il existe actuellement en Suisse une plateforme pour le personnel des alpages, www.zalp.ch, qui attire par ailleurs beaucoup de travailleurs internationaux.

Pour rendre plus attractif le métier de berger, il faut également améliorer les conditions de travail de ces employés et être en mesure de leur offrir un contrat d'engagement et un salaire correct, ainsi que des infrastructures en bon état sur les alpages et les pâturages, le respect mutuel entre les employeurs et les bergers. Ces améliorations passent aussi par une meilleure valorisation de la « filière mouton » sur le plan économique et sur un renforcement du soutien politique par, à la fois, les autorités communales et les syndicats professionnels. Le travail effectué par le berger est une opportunité pour répondre à plusieurs besoins actuels exprimés par la société tels que le rôle multifonctionnel de l'agriculture, l'évolution du marché de travail international et la pression économique pour les filières agricoles en montagne.

Les problèmes principaux des bergers demeurent pour l'instant selon les résultats de l'étude suisse les maladies de bêtes, les conditions météorologiques, le partage des pâturages avec d'autres utilisateurs. La gestion des chiens de protection et la peur de la prédation sont moins importantes pour l'instant, car la densité du loup est restée relativement faible en Suisse et Les mesures de prévention sont en général suffisamment efficaces.

POINTS CLÉS

- ▶ AGRIDEA, en collaboration avec les écoles d'agriculture, offre une formation pour devenir berger de moutons sur les alpages, afin d'améliorer l'attractivité de ce métier.
- ▶ Il faudra améliorer la visibilité du travail de berger et l'attractivité du métier, par d'avantage d'information, en utilisant les nouvelles technologies pour les recrutements, en améliorant la communication au sein et en dehors du monde agricole, en fournissant des conditions de travail correctes et des infrastructures en bon état, etc.
- ▶ Le transfert de connaissances et le transfert de la passion du métier sont des éléments indispensables pour la formation des bergers d'aujourd'hui et la durabilité du métier.



Laurent Garde, directeur adjoint du CERPAM



Daniel Mettler, AGRIDEA



IV. Messages et pistes d'action d'Euromontana

(Suite à cet atelier de discussion, il est convenu que les éléments de langage suivants représentent la position que le réseau peut avoir publiquement).

Euromontana rappelle son attachement à des montagnes vivantes en Europe où la place des activités humaines doit être maintenue via un contexte socio-économique qui assure leur durabilité.

A ce titre, **Euromontana rappelle son attachement au pastoralisme**, activité aux enjeux multiples pour la montagne et les montagnards.

En effet, le pastoralisme, forme d'élevage extensif, permet la **mise en valeur de territoires à faible valeur agricole**, difficiles d'accès ou non-mécanisables, et ainsi de maintenir une activité économique dans ces zones tout en valorisant des produits agroalimentaires de qualité.

Au-delà des enjeux économiques, une activité pastorale bien gérée, avec une disponibilité adéquate de pâturages, **génère de multiples bénéfices pour le territoire et au-delà dans les vallées**. Ces bénéfices sont environnementaux (rôle positif de l'élevage extensif pour le maintien de la biodiversité dans nos montagnes), paysagers (entretien d'espaces ouverts, diversité et qualité du paysage pour le tourisme), culturels (espaces pastoraux, patrimoine matériel et immatériel...) et permettent aussi la prévention de nombreux risques naturels (incendies de forêt, avalanches, glissements de terrain, inondations).

Cependant, Euromontana constate que le **pastoralisme de montagne est aujourd'hui fortement menacé** notamment par le changement climatique, la baisse de l'attractivité des métiers pastoraux, métiers exigeants et difficiles ou encore l'augmentation de la présence des grands carnivores en Europe.

Euromontana constate une **situation de plus en plus préoccupante pour le pastoralisme dans de nombreux pays européens où les populations de grands carnivores (loups, ours, lynx, carcajous) sont en pleine expansion**.

Dans ce sens, Euromontana s'inquiète de la viabilité à moyen et long terme du pastoralisme de montagne, qui est directement menacé par : le nombre croissant d'attaques subies par les troupeaux et d'animaux tués ou disparus, des mesures de prévention coûteuses mais insuffisamment efficaces, le découragement et l'épuisement psychologique des bergers et des éleveurs devant ce constat d'impuissance.

Indépendamment des surcoûts engendrés, cette viabilité se pose aussi en termes de **modèle d'exploitation et de modèle de vie** pour les bergers que l'on veut donner aux bergers. Euromontana affirme qu'ils doivent être considérés comme des agents économiques ayant un rôle au XXI^e siècle.

Euromontana rappelle son attachement à un pastoralisme en plein air afin notamment de maintenir la production des services écosystémiques en montagne. Les propositions encourageant des protections passives des troupeaux (en construisant des bâtiments en dur par exemple) qui condamneraient l'élevage de plein air ne constituent donc pas des propositions acceptables.

Euromontana rappelle **son attachement au principe d'une compensation financière versée aux éleveurs pour les pertes subies**. Néanmoins, les difficiles discussions budgétaires sur la prochaine PAC (Politique Agricole Commune) laissent présager une baisse de l'enveloppe financière des Programmes de Développement Rural (PDR). Combiné au coût croissant des compensations liées aux dégâts des grands carnivores sur les troupeaux, le risque est donc important que les PDR n'aient plus de ressources financières suffisantes pour permettre le maintien d'une agriculture et d'un développement rural adéquats en montagne.

Ainsi, Euromontana s'inquiète d'une fracture de plus en plus marquée entre habitants des zones rurales et ceux des zones urbaines ; ces derniers ayant, de plus en plus, une grande méconnaissance des processus impliqués dans les contextes ruraux et sont dans une demande croissante d'une vision « romantique » des espaces ruraux, voulant qu'ils répondent à des schémas de vie hors du temps, en contraste avec la rapide évolution des villes. Les espaces pastoraux en sont un bon exemple.

Pour ce qui est des grands carnivores, **Euromontana suggère donc la mise en œuvre rapide des demandes suivantes :**

-  **Une information de qualité, à travers des études scientifiques**, et non dogmatiques, afin de soutenir les décisions politiques. Elles doivent être fondées sur les meilleures connaissances disponibles dans le domaine des sciences naturelles et sociales et sur une **base d'expérimentation suffisamment large pour être répliquable**. En particulier, Euromontana insiste sur la nécessité de détailler les situations particulières des études de cas analysées portant sur le pastoralisme et les grands carnivores afin de comprendre les conditions locales et de voir dans quelles mesures les bons exemples sont efficaces et répliquables ou non à d'autres territoires.
-  **Un travail d'homogénéisation sur les techniques de recensement dans l'ensemble des pays européens et la création d'une base de données européenne**, disponible en ligne par tous les citoyens et mise à jour régulièrement serait souhaitable pour travailler sur des bases comparables et solides.
-  **La révision de la directive Habitats et de la Convention de Berne** : Les dynamiques des populations actuelles des grands carnivores dans certains pays européens ne sont nullement celles d'une population menacée, ce pour quoi nous demandons à **l'application correcte de l'article 19 de la Directive Habitats** qui prévoit que les annexes doivent être mises à jour en fonction des progrès techniques et scientifiques et d'envisager l'éventuelle modification du statut de protection lorsque cela est justifié par l'évolution, positive ou négative, du salut des populations protégées. De la même manière, une révision de la Convention de Berne doit être envisagée, notamment pour les pays ne faisant pas partie de l'Union européenne.
-  **La mise en place d'une gestion coordonnée et transfrontalière des grands carnivores**, notamment au niveau des massifs de montagne.
-  **Le développement de plans de gestion qui permettent de diminuer efficacement les conflits entre humains et grands carnivores**, tout particulièrement dans les zones où le bétail subit des pertes significatives liées aux grands carnivores.
-  La prise en compte des **coûts de compensation liés** aux attaques des grands carnivores par les programmes **liés à la biodiversité des espèces (type Life)** et non directement par les programmes de développement rural.
-  **Une meilleure valorisation des métiers pastoraux**. Les Etats devraient mieux valoriser le travail effectué par le berger et améliorer la visibilité de ce métier au sein et en dehors du secteur agricole. Une meilleure formation pour les bergers (notamment sur la gestion des chiens de protection et des mesures de protection des troupeaux), l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail dans les alpages et la mise en place de bourses à l'emploi pour trouver des travailleurs saisonniers sont autant de mesures incitatives à développer plus largement.



Euromontana s'engage à mener les actions suivantes au cours des prochains mois :

- M Le Secrétariat valorisera le travail et les interventions réalisées au cours de l'atelier sur le pastoralisme du 7 mars 2018 à Moutiers et le diffusera aux différents membres.
- M Sous la conduite de Fabrice Pannekoucke de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, un travail plus approfondi sur la situation dans différents pays sera conduit afin de mieux connaître et apprécier la situation dans les différents pays. Les chercheurs devront notamment être impliqués pour assurer une bonne qualité scientifique des travaux.
- M Afin de favoriser la mise en place du plan actuel de gestion du loup au Sud Tyrol / Bolzano en Italie, Euromontana assurera la liaison avec cette région, notamment pour échanger de l'information et fournir des contacts pour mener des interviews parmi nos membres.
- M La possibilité de participer à la plate-forme de l'UE sur la coexistence entre les Humains et les grands carnivores sera étudiée.



Marie Clotteau, directrice et Juanan Gutierrez, Président d'Euromontana

Euromontana - l'Association européenne pour les zones de montagne

Contact

Marie Clotteau, Directrice d'Euromontana

2, place du champ de mars, 1050 Bruxelles

www.euromontana.org

Email: marie.clotteau@euromontana.org

Téléphone: +32 2 280 42 83

